INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 14 mars 2022**

* Les Bourses ont nettement progressé, soutenues par des déclarations encourageantes des belligérants de la guerre en Ukraine. L'indice CAC 40 a clôturé sur un gain de 1,74% à 6 369,94 points et l'EuroStoxx50 a gagné 1,59% à 3 745,47 points. Les marchés américains évoluaient pour leur part en ordre dispersé, avec un Dow Jones en hausse de 0,62% et un Nasdaq Composite en repli de 1,21%.
* Un des membres de l'équipe de négociation russe, Leonid Slutsky, a déclaré ce week-end que des " progrès significatifs " avaient été réalisés. " Je m'attends à ce que ces progrès se transforment dans les prochains jours en une position unifiée des deux délégations à propos des documents à signer ", a-t-il déclaré selon des médias russes. Du côté de l'Ukraine, Mykhailo Podoliyak a indiqué ce matin que les discussions étaient difficiles mais se poursuivaient.
* Si les investisseurs ont réagi favorablement à ces propos, ils ont dans le même temps négligé d'autres déclarations plus belliqueuses de Moscou. Le Kremlin a affirmé que la Russie réalisera tous ses projets en Ukraine et qu'ils seront menés à bien dans les délais prévus.
* La séance a été également été marquée par les tensions sur le marché des taux. Le rendement du 10 ans allemand a ainsi progressé de 12 points de base à 0,37%. Fort logiquement, les valeurs financières (Société Générale, BNP Paribas...) ont soutenues les marchés européens.

* Laurent Maurel, analyste chez GoldBroker, souligne que nous assistons à des achats d’or physique toujours plus importants. L’investissement sur les ETF liés à l’or physique a dépassé 60 tonnes depuis début février. Les achats d’or physique chez les détaillants américains sont aussi en très nette hausse. « Mais c’est le rythme d’achats d’or par les banques centrales qui risque de s’accélérer », explique-t-il.

" La guerre en Ukraine et ses conséquences économiques ont complètement changé la stratégie des banques centrales. Les sanctions imposées à la Russie prouvent que les canaux de règlements internationaux peuvent être fermés en quelques heures, et les réserves détenues à l'extérieur peuvent être saisies en un clic de souris. La réaction russe à ces sanctions prouve que les dettes détenues peuvent être aussi converties en monnaie dévaluée de manière unilatérale ", analyse Laurent Maurel.

Les banques centrales réalisent avec cette guerre la différence entre des actifs sans contrepartie et des actifs dépendant d'engagements de parties tierces.

" De manière logique, l'or physique retrouve le statut d'investissement prioritaire dans un tel contexte ", conclut l'analyste.

* En fin d’après-midi, la couronne suédoise grimpe de 1,25% à 10,51 couronnes pour 1 euro. La couronne évolue ainsi au plus haut face à la devise européenne depuis plus d’un mois. En Suède, les prix à la consommation ont progressé de 4,5% en février sur un an, alors que le marché attendait +4,1%, après +3,9% en janvier. Un tel niveau d’inflation met la pression sur la Riksbank, la banque centrale suédoise, pour normaliser sa politique monétaire plus vite que prévu, la cible de l’institution se situant à 2%.

Lors de sa réunion de février, la Riksbank avait laissé son taux directeur inchangé à 0% et indiqué qu'il ne devrait pas être relevé avant le premier semestre 2024.

* Les cours du pétrole se replient nettement. Le prix du baril de WTI américain chute de 7,7% à 100,9 dollars tandis que son homologue européen, le Brent de la mer du Nord, perd 7,3% à 104,5 dollars. La détente du marché pétrolier semble s'expliquer par le léger optimisme des investisseurs concernant la guerre en Ukraine. Dimanche, les négociateurs russes et ukrainiens se sont montrés prudemment optimistes sur l'issue des pourparlers, a indiqué Reuters. Si les discussions ont marqué une pause aujourd'hui, elles reprendront demain.

Par ailleurs, le pétrole est pénalisé par le regain de Covid-19 en Chine avec l'annonce de mesures de restrictions dans la ville de Shenzhen.

* Le marché du travail a globalement bien résisté à l'épreuve de la crise sanitaire : il a retrouvé une situation proche de ce qu'on observait avant la crise, avec des difficultés de recrutement persistantes et un chômage qui reste élevé, observe le Conseil d'analyse économique dans un rapport publié aujourd'hui.

François Fontaine et Roland Rathelot montrent que ces problèmes structurels ne sauraient être expliqués par l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail en termes de métiers ou de localisation, mais par des problèmes d'information qui rendent les processus de recrutement longs et coûteux.

Ainsi, plutôt que de chercher à rapprocher offre et demande par la formation, des politiques plus systématiques d'aide au recrutement à destination des petites et moyennes entreprises pourraient être mises en place. Il peut s'agir d'organiser un marché de l'accompagnement pour ces entreprises, avec des aides à la recherche et à la sélection de candidats, comme de systématiser des tests de compétences certifiés pour les demandeurs d'emploi.

Enfin, plusieurs enseignements sont tirés des récents dispositifs de soutien au marché du travail durant la crise. S'ils ont permis d'absorber le choc, leurs effets d'aubaine pourraient être limités, notamment avec un système de bonus‐malus lié au recours à l'activité partielle et une plus grande concentration des politiques de baisse de charges en temps de crise sur des publics ciblés et de manière limitée dans le temps.

**SOCIETES**

* Les valeurs liées au pétrole (Vallourec, CGG...) et aux matières premières (Eramet... ) ont reculé dans le sillage de la baisse du cours de ces derniers. La hausse des taux a aussi pesé sur certaines valeurs technologiques, dont STMicroelectronics. A Paris, Sanofi a fini parmi les dernières places du CAC 40 en raison des mauvais résultats d'un traitement expérimental contre le cancer du sein.
* En repli de 0,9% à 92,78 euros, Sanofi a accusé l'une des plus fortes baisses du CAC 40 après l'échec d'un essai clinique de phase 2 sur son traitement expérimental amcenestrant contre le cancer du sein. Il n'a pas atteint son critère d'évaluation primaire, à savoir l'amélioration de la survie sans progression, selon une évaluation centralisée indépendante. L'essai a évalué l'amcenestrant en monothérapie, comparativement à un traitement endocrinien choisi par le médecin, chez des patientes présentant un cancer du sein au stade avancé ou métastatique.

Sanofi va poursuivre l'évaluation des données de l'essai et collaborer avec les investigateurs en vue de la publication de ses résultats complets. Le programme d'essais cliniques en cours relatif à l'amcenestrant se poursuit comme prévu.

* Kering a gagné 1,35% à 564,6 euros. Le groupe de luxe a signé un accord en vue de l'acquisition de Maui Jim, Inc. Fondée en 1987, Maui Jim est la plus grande marque indépendante de lunettes haut de gamme au monde, avec une position de leader en Amérique du Nord, indique le groupe français. Reconnue pour la très haute technicité de ses produits et son héritage hawaïen distinctif qui en fait l'incarnation de "l'Esprit Aloha", Maui Jim est une marque authentique qui offre une large gamme de montures solaires et optiques de haute qualité vendues dans plus de 100 pays.

Le montant de la transaction n'a pas été communiqué mais, selon Exane BNP Paribas cité par Reuters, le prix d'achat s'élèverait probablement à environ 1,5 milliard d'euros, estimant les ventes annuelles de Maui Jim à environ 300 millions d'euros avec un bénéfice opérationnel d'environ 20% en 2021.

Depuis sa création en 2014, Kering Eyewear a construit un modèle innovant qui lui a permis de générer un chiffre d'affaires externe de plus de 700 millions d'euros en 2021, rappelle le géant du luxe.

L'acquisition de Maui Jim est une nouvelle étape majeure dans sa stratégie de développement. Quelques mois à peine après l'acquisition de Lindberg, Kering Eyewear va enrichir son portefeuille d'une deuxième marque en propre, renforcer son positionnement sur le segment haut de gamme et élargir son offre pour proposer un éventail très large allant du fonctionnel à l'intemporel et à la mode de luxe.

* Dans une interview accordée à CBS News, Albert Bourla, le directeur général de Pfizer, a déclaré qu'une quatrième dose de vaccin contre le covid serait nécessaire dès cette année. Il estime en effet que le virus ne disparaîtra pas dans les prochaines années. Un rappel du vaccin doit donc devenir un rendez-vous, a plaidé l'homme d'affaires. Il a ajouté que le laboratoire travaillait sur un vaccin offrant une protection accrue.
* EDF a perdu 0,09% à 8,72 euros après la mise à jour de l'impact des volumes supplémentaires vendus dans le cadre de l'Arenh (Accès Régulé à l’Électricité Nucléaire Historique) et de la réduction de sa production nucléaire sur son Ebitda 2022. Concernant l'Arenh, l'électricien est contraint par l'Etat, son principal actionnaire, de céder 20 TWh supplémentaires à ses concurrents à un prix égal à la moyenne des cotations sur les marchés de gros enregistrées entre les 2 et 23 décembre 2021, soit 257 euros/MWh. L'impact pour l'Ebitda est estimé à 10,2 milliards d'euros, contre 8,4 milliards précédemment.

Par ailleurs, le groupe avait mis à jour le 7 février 2022 son estimation de production nucléaire en France pour 2022 à 295 – 315 TWh. L'impact sur l'Ebitda est désormais à environ 16 milliards d'euros contre 11 milliards jusque-là.

* Le fournisseur d'Apple, Foxconn, interrompt ses activités sur ses sites de Shenzhen, dont l'un produit des iPhones, à la suite de la décision du gouvernement de confiner la ville. Shenzhen est un très important centre de fabrication de produits électroniques en Chine. Foxconn a réaffecté la production affectée à d'autres sites en Chine afin de réduire l'impact de la perturbation.
* Groupe Gorgé a annoncé être entré en négociations exclusives avec les actionnaires de la société iXblue en vue de réaliser son acquisition sur la base d'une valeur d'entreprise de 410 millions d'euros. En Bourse, l'action du groupe industriel a gagné près de 11% à 18,02 euros. Cette opération permettra de rapprocher le spécialiste des solutions avancées en navigation, autonomie maritime et photonique, et ECA Group, filiale de Groupe Gorgé spécialisée dans la robotique autonome.

iXblue a réalisé environ 138 millions d'euros de chiffre d'affaires et plus de 27 millions d'euros d'Ebitda en 2021.

En combinant les croissances soutenues attendues pour les deux entreprises ainsi que les synergies, évaluées par la société à plusieurs dizaines de millions d'euros d'Ebitda à horizon 2025, l'ensemble ECA Group-iXblue prévoit de réaliser un chiffre d'affaires supérieur à 500 millions d'euros et une marge d'Ebitda d'environ 25% à horizon 2025-2026.

Le carnet de commandes à fin 2021 du nouvel ensemble représente plus de 620 millions d'euros.

L'opération est soumise à l'obtention des autorisations réglementaires usuelles et pourrait être finalisée dans un délai de 3 à 6 mois environ.

**ANALYSES**

* Après l'effroi initial qu'il suscite, vient rapidement le moment de l'évaluation des répercussions économiques d'un conflit. Un tel exercice implique de prendre des raccourcis et de formuler des hypothèses ad hoc, ne serait-ce qu'en raison du caractère évolutif de certains déterminants clés, qu'il s'agisse de la durée, de l'intensité du conflit ou encore de l'arsenal des sanctions et contre-sanctions.

L’estimation de ces répercutions n’est alors qu’un réducteur et non un éradicateur d’incertitude. Elle suppose d'emblée de bien distinguer ce qui relève de l'impact et des conséquences d'un conflit.

L'impact est ce que l'on peut mesurer, approcher. Dans le cas de la guerre russo-ukrainienne, il passe par les canaux suivants : flux commerciaux et de revenus, implantation locale, prix de l'énergie et des approvisionnements en matières premières. Des points de repère du passé peuvent être utiles. Ainsi, après les sanctions à l'encontre de la Russie adoptées en 2014, les exportations françaises en valeur vers ce pays avaient reculé de plus de 40 % en deux ans. La chute sera probablement plus forte en 2022. Nous estimons qu'en cumulant les probables pertes de recettes d'exportations (à hauteur de 75 %) et de revenus d'investissement réalisés dans les deux pays (à hauteur de 90 %) avec la répercussion d’un choc de prix de 10 à 30% sur le coût des matières premières (énergie, métaux alimentaires…) sur l'ensemble de l'année et une moindre demande en provenance des autres économies européennes, cet impact ex ante irait de 0,7 à 1 point de PIB.

Une telle estimation sera révisée à mesure des développements du conflit et de ses répercussions économiques, notamment en termes de prix et de disponibilité des approvisionnements. Il s'agit là d'une caractéristique de ce conflit qui complexifie l'estimation de son impact : le risque de pénurie physique de matières premières menace la capacité à produire. Cette dimension procède plus d'une analyse microéconomique que purement macro.

Après celle de l'impact, vient l'estimation des conséquences économiques du conflit. Celles-ci consistent en l'adaptation des comportements des agents économiques à un environnement qui a changé. Apprécier les conséquences consiste plus à décrire des mécanismes qui peuvent se mettre en place et qui vont modeler l'évolution de la macroéconomie qu'à réaliser un exercice de strict chiffrage. Là encore, le recours à l'expérience du passé est un prérequis tout en appréciant l'originalité de chaque situation.

A l'exemple de ce qui s'était produit au lendemain de la première guerre du Golfe en 1990-1991, on peut s'attendre à une probable augmentation de l'effort d'épargne des ménages motivée par la forte incertitude qui règne. Celle-ci influencera également négativement l'investissement productif, lequel risque d'être freiné aussi par la répercussion dans les fonds propres des entreprises implantées en Russie et en Ukraine des pertes en capital qu'elles y subissent. A l'inverse, les dépenses en capital peuvent être soutenues par une accélération de l'effort de défense et la recherche d'une indépendance énergétique accrue. Il est trop tôt pour pouvoir dire comment ces forces de sens contraire s'équilibreront.

Enfin, les conséquences en termes de niveau d'activité seront également influencées par la manière dont la perte de revenu réel pour l'économie sera répartie entre agents : celle subie par les acteurs privés (ménages et entreprises) sera-t-elle compensée et à quelle hauteur par un creusement du déficit public ? Une indexation des revenus sur les prix interviendra-t-elle ? Si c'est le cas, les perdantes risquent d'être les entreprises, comme au lendemain du choc pétrolier de 1973-1974 quand leur taux de marge s'était effondré de 4 points.

Les conséquences économiques d'un conflit restent ainsi conditionnées aux réponses qui lui seront apportées et aux mécanismes économiques qui se mettront en place.

**L’AGENDA DU 15 mars 2022**

**8h45 en France**  
Inflation en février  
  
**11h00 en Allemagne**  
Indice ZEW du sentiment des investisseurs sur les perspectives économiques en mars  
  
**11h00 en zone euro**  
Production industrielle en janvier  
  
**13h30 aux Etats-Unis**  
Prix à la production en février  
Indice manufacturier de la Fed de New York en mars